

OÙ EN SOMMES-NOUS?

Comme l'ont prévu nos instances confédérales, la situation économique loin de s'améliorer s'est singulièrement aggravée.

Le pouvoir d'achat des Travailleurs ne cesse de diminuer.

Si le chômage n'a encore fait qu'une timide apparition c'est surtout parce que le gouvernement (en prévision des consultations électorales) s'est attaché à maintenir artificiellement le niveau de l'emploi.

Seulement les consultations électorales - même savamment organisées - n'ont jamais réglé aucun problème.

Inéluctables, les échéances viendront, à moins d'un changement radical dans notre orientation politique, ce qui, il faut bien l'avouer ne semble pas être envisagé.

Les gens d'Alger sont entrés dans la vie politique sur un bluff monumental.

A les entendre en Algérie la situation était «rétablie» et la fraternisation coulait à plein bord.

Notre résolution du C.C.N. de Saint-Brieuc, réclamant l'ouverture de négociations sans exclusive ni préalable pouvait sembler dépassée.

Hélas, les mensonges même appuyés par une action psychologique ne peuvent prévaloir contre les réalités.

Les faits sont maintenant connus et n'autorisent aucune sorte d'illusion.

La guerre loin de s'éteindre, s'est développée et risque de s'étendre à la Métropole.

Nos camarades de l'Union Départementale de BONE se sont vus expulsés de leurs locaux parce qu'ils avaient l'impertinence de se préoccuper de la défense des intérêts des travailleurs musulmans.

Les délégations du personnel dans les entreprises algériennes ont été purement et simplement supprimées.

L'ordre nouveau institué en Algérie ressemble à s'y méprendre au fascisme.

Notre Commission Administrative de l'Union départementale, respectueuse des libertés individuelles de chacun de nos adhérents ne donne pas de consigne précise quant à la réponse à donner au projet de constitution qui nous est proposé.

Au demeurant, il faut bien le dire, les avis semblent partagés.

Mais nos militants sont unanimes pour considérer que nos libertés ouvrières sont directement menacées et que les travailleurs doivent redoubler de vigilance.

La lutte pour nos libertés passe par le maintien de nos organisations.

Refus de l'intégration du syndicalisme dans l'Etat...

Refus de l'association capital-travail...

Telles sont les positions sur lesquelles nos militants se retrouvent unanimes.

Autant dire que nous sommes d'accord sur l'essentiel.

C'est ce qui nous permet, en dépit d'une situation alarmante de ne pas trop mal augurer de l'avenir.

Alexandre HEBERT.
